

## Banques centrales, loi sécurité NON à la dérive autoritaire !



FOCUS  
2-3



L'éditorial  
de **Jacques  
Cheminade**

### Colère et coïncidence des opposés

Nous n'en pouvons plus. La colère nous rassemble. Il est juste de l'éprouver. Cependant, la maîtrise est l'urgence de notre temps pour retrouver un optimisme créateur.

Jamais au cours de notre histoire les découvertes et les inventions de la science ne nous ont offert autant de possibilités pour servir le bien commun. Jamais nous n'avons eu autant de moyens pour produire plus et mieux par être humain, par unité de surface et quantité de matière utilisée. Pourtant, les élites en place les accaparent pour tenter d'en faire leur instrument de puissance et de jouissance. Ils détruisent l'homme et la nature, jusqu'à créer une finance verte qui est la perversion absolue de l'écologie. Ceux qui refusent leur injustice sont

sanctionnés, réprimés ou réduits au statut de « conspirationnistes ».

Au centre du dispositif destructeur se trouve un système d'esclavage par la monnaie et la dette. Cette dette, depuis plus de 50 ans, est le produit du détournement de l'argent par les circuits financiers servant l'oligarchie. Eux se sont emparés d'une émission de monnaie-crédit qui dope leurs actifs financiers (actions, obligations, logements de luxe...) alors que nous, nous devons rembourser la dette par la réduction des services publics et de la consommation des plus pauvres et des classes moyennes. C'est la politique de l'Union européenne (UE) : 6800 milliards sur le bilan de la Banque centrale européenne, pour quoi ? Pour gaver les marchés !

### Créer un monde fondé sur la raison.

La pompe à finances fonctionne à plein régime pour l'oligarchie. Comme toujours, diront les cyniques. Oui dans l'intention, mais aujourd'hui à une échelle sans précédent. Depuis la transformation du monde occidental en casino pour très riches, ce système devient sous nos yeux un tueur en série. En témoignent les centaines de milliers d'enfants qui meurent de faim en Afrique ou au Yémen, les centaines de milliers de migrants qui se noient en Méditerranée ou sont traités comme des chiens dans les camps et dans nos villes, jusqu'au million de pauvres de plus en France, aux vieux qui meurent dans les Ehpad et aux jeunes sans espoir d'emploi. Ce n'est pas le résultat du coronavirus, c'est l'incapacité

des pays occidentaux à réagir qui a créé cette situation. Le premier des droits de l'homme, qui est de manger et de vivre, est bafoué, jusqu'au sein de l'UE à voir la manière dont on y traite l'agriculture et la pêche.

Alors quoi, vous voulez nous déprimer nous disent les hypocrites. Vous voulez qu'on ne rembourse plus les dettes, qu'on rase gratis ? Non, nous voulons que les peuples ne payent plus les dettes injustes et qu'on détermine celles qui le sont pour les annuler. Ce que Roosevelt a fait aux États-Unis dans les années 1930 et nous autres à la Libération. Le Conseil national de la Résistance, ce n'était pas simplement du « social », mais reconstruire en combattant les féodalités financières par une économie dirigée.

Comment faire aujourd'hui ? Ce fut, les 12 et 13 décembre, l'objet des quatre panels de la Conférence internationale de l'Institut Schiller : créer un monde fondé sur la raison, fonder une résistance contre le fascisme universel. Des intervenants du monde entier ont examiné comment lutter contre le poison de la fraude électorale, fonder un ordre économique de développement mutuel sur la base de ce que les confucéens chinois appellent un « capital patient », faire revivre une culture inspirée par les pouvoirs créateurs des êtres humains en cette année Beethoven, chacun apportant sa part, et surtout les jeunes avides de donner le meilleur d'eux-mêmes. Cela s'appelle une coïncidence des opposés : agir ensemble à un niveau plus élevé d'exigence pour apporter les solutions qui ne peuvent l'être au niveau actuel de malthusianisme, de culture de la mort, de géopolitique et d'oligarchie financière, niveau auquel les contradictions et l'absence de respect humain nous mènent à un terrible désastre. C'est l'oligarchie qui veut nous faire croire que c'est une fatalité. ■

Economie 4

### Great Reset : le nôtre et le leur



Histoire 6

### Tout sur le vrai Bretton-Woods



Culture 8

### Conférence : bon anniversaire, Beethoven

Retrouvez Cheminade sur  
[www.jacquescheminade.fr/](http://www.jacquescheminade.fr/)  
Et aussi :



JACQUES CHEMINADE

# Arrêtons la dérive autoritaire

Paris, le 1<sup>er</sup> décembre.

Nous subissons aujourd'hui la double peine d'une urgence anti-terroriste et d'une urgence sanitaire. En partant de préoccupations légitimes, nos responsables politiques imposent une dérive liberticide à nos concitoyens et à nos forces de l'ordre. L'on aboutit ainsi à une chienlit autoritaire qui entraîne une répression trop souvent inadmissible au regard du droit et du respect dû aux êtres humains. La violence d'une minorité de policiers n'est que l'expression d'un pouvoir qui, par opportunisme ou choix assumé, bafoue les principes de l'ordre républicain.

sociale, à celle de l'emploi, de l'éducation et à la sécurité culturelle, le tout constituant le principe de sécurité nationale.

C'est en commençant par détacher la sécurité publique des autres composantes, en supprimant la police de proximité et en établissant le critère des chiffres sans tenir compte de leur sens que le gouvernement Sarkozy-Fillon a engagé une dynamique destructrice. Ensuite ont suivi le nouveau code de déontologie de Manuel Valls, mentionnant la défense des institutions et des intérêts nationaux en effaçant la référence à la République et limitant la liberté d'expression des délégués syndicaux. Puis la loi contrôle et surveillance de François Hollande, créant effectivement une commission de contrôle... mais pour avis, et en prévoyant que l'état d'urgence permettrait de ne la saisir qu'a posteriori.

diffuser des images d'un policier ou d'un militaire (gendarme) « dans le but manifeste qu'il soit porté atteinte à son intégrité physique ou psychique ». Finalement, il a même été ajouté « sans préjudice du droit d'informer » et la police municipale a été incluse parmi les « victimes » de ce nouveau délit, qui même dans sa formulation atténuée, constitue un accroc à la loi du 24 juillet 1981 sur la liberté de la presse. Le texte sera encore revu mais son esprit demeure.

Restent les articles 20, 21 et 22, portant sur « l'élargissement du cadre juridique de la vidéosurveillance », l'usage de drones et de caméras piétons dans l'espace public. Il est inadmissible que l'image soit non seulement visionnée en temps réel mais archivée, en principe pendant un mois, même si aucun délit n'a été constaté.



Jacques Cheminade

Président de Solidarité & Progrès

## La matraque à la fac

Deuxième texte avalisé par l'Assemblée nationale, la loi de programmation de la recherche (LPR). Dans son article 3, elle pénalise le fait de « troubler la tranquillité ou le bon ordre d'un établissement universitaire ». Il prévoit trois ans de prison pour l'occupation d'un campus. Ici encore, le caractère volontairement flou du texte (comment définir la notion de « bon ordre ») permettrait aux forces de l'ordre d'utiliser le droit pénal pour intervenir à l'intérieur des universités et y disperser un simple mouvement social. La logique de l'ensemble relève clairement d'un autoritarisme en absolue contradiction avec les traditions de liberté attachées à notre vie universitaire.

## La loi « confortant les principes républicains »

Présenté en Conseil des ministres le 9 décembre, il s'agit en fait d'un texte contre le « séparatisme islamiste », dénoncé justement par Emmanuel Macron le 2 octobre 2020, mais qui comporte des dispositions scandaleusement « extensives ».

Il est juste que les associations et en particulier les fédérations sportives reconnues par l'Etat soient soumises à un régime de contrôle se substituant au régime actuel de tutelle, « introduisant le respect des principes et valeurs de la République dans le socle législatif fondant l'agrément, afin de permettre le contrôle régulier de cette obligation en fixant une durée d'agrément ». Les choses deviennent ensuite plus... sportives.

Les articles 25 et 26 du texte créeraient un « délit de mise en danger de la vie d'autrui par une diffusion d'informations relatives à la vie privée ou professionnelle d'une personne, permettant de l'identifier ou de la localiser dans le but de l'exposer elle-même ou les membres de sa famille à un risque d'atteinte à la vie, à l'intégrité physique ou psychique ou aux biens ». Ici encore, on voit mal comment le « but » sera déterminé, ce qui conduira fatalement à ouvrir la porte à des dérives futures.

L'article 4 permettra d'engager des poursuites contre les auteurs de menaces et d'intimidations exercées contre des agents de service public pour des motifs religieux. On voit bien ici le précédent de Samuel Paty, mais c'est l'expression de la menace qui doit être poursuivie, quel qu'en soit le caractère, et non le fait qu'elle soit inspirée ou non par des motivations religieuses.

Le projet entend aussi interdire de faire de la politique dans les mosquées. Il est difficile ici d'établir un critère de ce qui est politique ou ne l'est pas – encore une matière à interprétation. Si l'obligation de déclaration de financement étranger, avec possibilité d'opposition de l'Etat, est justifiée, interdire de « paraître dans les lieux de culte » à quiconque aurait été condamné pour « provocation à des actes de terrorisme ou provocation à la discrimination, à la haine ou à la violence » paraît difficilement applicable.

Ainsi, dans leur intention, les trois textes constituent un tout qui vise à traiter par l'interdit ou la répression des questions qui se posent pour des raisons économiques, sociales ou culturelles. Que faire



Comment est-ce possible et que peut-on y faire ? L'intervention à Nantes au cours de laquelle se noya Steve, les violences exercées par trois policiers contre Michel Zecler, celles qui se sont partout déchaînées contre les Gilets jaunes, contre les migrants place de la République à Paris, le 23 novembre, contre des grévistes, des contestataires ou des minorités soumises aux contrôles au faciès constituent un enchaînement de faits incriminants.

L'infantilisation du peuple dans la façon de gérer la Covid-19, sous la tutelle de « conseils de défense », se combine à un climat de violence urbaine propice aux provocateurs de toute sorte.

## La sécurité est un tout

Pour avoir un sens réellement républicain, la sécurité publique doit être associée à la sécurité économique et

C'est dans ce contexte que se présentent en même temps les trois lois sécuritaires du gouvernement actuel, plus graves encore dans leur esprit que dans ce qu'elles imposent. C'est en particulier l'apparition d'un délit d'intention, livrant le droit à des interprétations subjectives, alors qu'on ne punit pas une personne pour ce qu'elle pense mais pour ce qu'elle fait. Surtout, le gouvernement profite des conditions du confinement pour imposer ces textes liberticides.

La loi « sécurité globale » a été adoptée à l'Assemblée nationale en première lecture le 24 novembre. Elle sera examinée par le Sénat au premier trimestre 2021. L'on a beaucoup parlé de son article 24, dont la rédaction initiale a dû être corrigée face à l'opposition soulevée par le texte de Darmanin jusque dans les rangs de LREM. Dans sa rédaction actuelle, il prévoit de punir « d'un an d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende » le fait de

Rappelons que c'est sur la base d'un délit de « participation à un groupement en vue de commettre des violences » que les forces de sécurité ont fait usage contre les Gilets jaunes de grenades explosives et d'armes mutilantes. Ici

## ▲ Manifestations à Paris.

**C'est l'apparition d'un délit d'intention, (...) alors qu'on ne punit pas une personne pour ce qu'elle pense mais pour ce qu'elle fait.**

encore, le texte utilisé repose sur l'intention de prendre part à des violences, et non sur la recherche d'éléments matériels prouvant les violences ou les dégradations.

## aire

## Changer l'ensemble de l'orientation politique

Ce dont nous voyons les effets en termes de sécurité publique est une idéologie qui a commencé avec une mondialisation financière dérégulée et qui aboutit aujourd'hui à un contrôle financier des États par les banques centrales. Les États ayant accepté leur tutelle se mettent en servitude volontaire et voient leur rôle régalien limité à réprimer les opposants à cette tutelle.

Ce n'est qu'en retrouvant leur souveraineté monétaire, économique et politique que les États pourront abandonner leur caractère répressif et devenir inspirateurs. Des mesures urgentes doivent être prises en attendant, à commencer par le réexamen des dispositions à caractère liberticide des lois existantes en vue de leur abrogation.

Cependant, la meilleure protection des policiers et de la République est leur intégration dans la vie des cités : une police de prévision et de prévention, agissant en amont sur les causes de la délinquance et en coordination constante avec les autres acteurs sociaux, doit permettre de tarir la délinquance à sa source.

Un contrôle indépendant de la police est nécessaire pour rétablir le respect qui lui est dû, sans suspicion de favoritisme d'État : remplacer l'IGPN, la police des polices, par un organe auquel à la fois les policiers et les populations puissent faire confiance. Le Parlement, en particulier sa commission des lois, et le Défenseur des droits doivent rapidement proposer une alternative. Libérer la parole de la grande majorité des policiers républicains est nécessaire pour préserver l'indispensable relation de confiance entre la police et la population. Pour cela, il faut assurer que les élections professionnelles de la police ne soient pas entachées de fraude et arrêter la confusion des genres : on ne doit plus confier à des sociétés privées des fonctions qui devraient être exclusivement de police. Quant aux heures supplémentaires en retard de traitement, elles doivent être rapidement prises en compte par l'État.

Concernant l'usage des instruments de répression : c'est la prévention qui permettra d'en limiter l'usage et non une décision arbitraire. Enfin, il faut que l'État et la justice décident une bonne fois pour toutes des mesures à prendre pour réellement mener une guerre à la drogue et aux trafics des mafias, à commencer par celles de ce nouveau capitalisme criminel qui, de paradis fiscaux en paradis juridiques, s'affranchit des règles de droit appliquées à la grande majorité d'entre nous.

Pour montrer la détermination à changer un état de choses devenu inadmissible, la démission du Préfet de police de Paris est nécessaire. Non seulement sa personnalité symbolise la nature de la répression actuelle, mais les pouvoirs que cette institution permet de s'arroger doivent être mis en cause. Il est temps de redonner sens à la devise de notre Police : « Ils veillent pour le peuple » – protéger, servir, courage, dévouement, intégrité. ■

Retrouvez Cheminade sur [www.jacquescheminade.fr/](http://www.jacquescheminade.fr/)  
Et aussi :



## DIALOGUE AVEC ALEXANDRE LANGLOIS

## « La loi de Sécurité globale : une légalisation de l'affaire Benalla »



Maëlle Mercier

Militante S&P  
(Propos retranscrits)

Il vient de démissionner de la police nationale. Auteur de *L'ennemi de l'intérieur, dérives et dysfonctionnements de la police nationale* (2019), Alexandre Langlois a répondu à nos questions le 30 novembre dernier, sur le nouveau serveur Discord S&P<sup>1</sup>. Un dialogue passionnant sur le fonctionnement interne de la police et du renseignement, et un appel au sursaut citoyen face au piège qui se referme tant sur la démocratie que sur les policiers. Nous ne rapportons ici que ses propos sur la loi de Sécurité globale. La version intégrale est accessible sur notre site<sup>2</sup>.

Alexandre Langlois nous a livré deux détails révélateurs sur l'article 24. D'abord, il faut savoir qu'« il y a exactement le même [article depuis] la mort de Samuel Paty », qui interdit de filmer les fonctionnaires. « La REM est donc assez forte pour faire deux fois la même loi, dans deux textes différents... pour être sûr que ça passe ! » Mais



► Alexandre Langlois, ancien policier.

surtout, pourquoi vouloir passer un tel article alors que des dispositifs existent déjà, qui font que « quand un policier est mis en pâture sur les réseaux sociaux, des sanctions tombent » Ainsi, « en 2019, une personne avait suivi des policiers du commissariat de Versailles pour les prendre en photo, dans le but annoncé partout de les afficher sur les réseaux sociaux : elle a pris 17 mois de prison. Alors que la nouvelle loi qui doit protéger les policiers n'en propose que 12 ».

## S'il y a un problème de sécurisation des données, il n'est pas du côté du filmage des policiers, mais des failles de sécurité au niveau du ministère.

Pour le policier, la loi de Sécurité globale est « une loi abjecte ». Plus précisément, elle est « la légalisation de l'affaire Benalla ». Dans cette affaire, « nous avons des personnes envoyées par l'Elysée déguisées en policiers ; demain, avec cette loi, nous ne pourrions plus les filmer. Qu'est-ce qui nous garantit que demain, (...) n'importe quel responsable du gouvernement n'utilisera pas les mêmes barbouzes pour venir semer la pagaille dans les manifestations »

Filmer les gens par drones pour avoir des images en temps réel peut par ailleurs « être utile ». « Par contre, c'est la deuxième partie qui est très gênante » : certes, il y est bien stipulé comment doivent être conservées les vidéos, dans quels délais, etc. « Mais si jamais les vidéos sont détournées de leur but initial, ne sont pas conservées dans un délai légal, quelles sont les sanctions Zéro ! »

### chiffre du jour

# 97

suicides en deux ans pour 160 000 fonctionnaires de police. Par comparaison, chez France Telecom, qui, elle, a essuyé un procès, c'est 35 suicides pour 190 000 salariés en deux ans.<sup>3</sup>

Or, « que s'est-il passé, toujours dans l'affaire Benalla Le conseiller spécial de l'Elysée, Ismaël Emelien, a pris les vidéos de surveillance de la préfecture de police de Paris pour montrer des vidéos qui, parfois, n'avaient rien à voir avec les manifestants molestés par Alexandre Benalla et Vincent Crase, et parfois même, essayer de les mettre en difficulté sur le plan médiatique. Il y a eu utilisation frauduleuse des images de la préfecture de police ! » Demain, « personne ne sera poursuivi parce qu'il n'y a plus de sanctions ».

« On va avoir une police qui n'est plus du tout républicaine, qui va faire le nervi. » Et, insistant sur les méthodes de « propagande » du gouvernement pour faire passer la loi, qui consistent également à jouer sur l'ignorance des lois existantes : « On n'est plus dans un débat : 'qu'est-ce qu'on veut pour la police' mais 'pour ou contre la police' »

« M. Darmanin (...) a instrumentalisé la souffrance des policiers pour son intérêt personnel et celui du gouvernement. Il a dit qu'il y avait des policiers qui se suicidaient et qui perdaient en dépression à cause des images et du harcèlement sur les réseaux sociaux. » Certes, « la première cause de mortalité par mort violente des policiers est le suicide. Mais pas du tout parce qu'on est harcelé sur les réseaux sociaux : parce que nous subissons un management délétère, des conditions de travail déplorables ! » Il faut savoir qu'en France, un policier a plus de chance de mourir en se suicidant qu'en exerçant son métier. « Et M. Darmanin n'a proposé qu'une chose, c'est un deuxième numéro vert, en plus de celui que M. Castaner avait mis en place ! »

« Le ministre a par ailleurs utilisé le drame de Magnanville, où des collègues ont été assassinés chez eux par un terroriste. Pourquoi ont-ils été assassinés chez eux ? Parce qu'il y a eu des images sur les réseaux sociaux. Non, parce qu'il y a eu une fuite d'informations entre un syndicat de police et le ministère de l'Intérieur sur des données ! » Idem : « Des collègues CRS ont reçu des menaces de mort chez eux (...) Comment ces gens ont-ils eu leur adresse ? Tout simplement parce que le ministère de l'Intérieur a publié au Journal officiel les noms et prénoms des CRS ! » Donc, « s'il y a un problème de sécurisation des données, il n'est pas du côté du filmage des policiers, mais des failles de sécurité au niveau du ministère ! » (...)

### Rupture de l'égalité du territoire

L'un des autres buts avoués de la loi est de donner plus de pouvoir à la police municipale, « puisque c'est ce que plein de maires demandent ». En effet, cela « aurait été intéressant sur un temps donné, vu l'état actuel de la police nationale, pour la décharger de certaines missions. Auquel cas il aurait fallu le définir dans le temps. » Mais pour Alexandre Langlois, si ce phénomène est pérennisé, non seulement il renforcera le jeu des baronnies locales, mais il signifiera « une rupture de l'égalité du territoire au niveau de la sécurité ». « Les policiers restent des fonctionnaires, normalement au service de l'intérêt général. » Or, « selon les communes, [et selon les moyens], tout le monde n'aura pas la même police municipale ».

Cela nous amène à l'un des points brûlants : la loi de Sécurité globale porte « le transfert des missions régaliennes de l'État vers les sociétés de sécurité privées ». « Le vrai danger, je le redis, reste de donner plus de pouvoir aux agents de sécurité privés, le pouvoir de dresser des procès-verbaux, et d'être en lien avec le Procureur. (...) On les a armés, ils vont bientôt pouvoir tirer aussi sur la voie publique. (...) L'intérêt général, ils n'en auront rien à faire (ou alors juste en conscience) ; leur but restera de faire de l'argent. »

Là encore, l'affaire Benalla a été un point d'inflexion : « M. Macron voulait enlever la protection du président de la République aux gendarmes pour les remplacer par des agents de sécurité privés. » Pourtant, « ils n'ont jamais failli au cours de la V<sup>e</sup> République, aucun président n'a été blessé ou assassiné dans le cadre de ses fonctions. Il n'y a aucune raison de ne pas leur faire confiance sur leur savoir-faire ! Il a demandé à MM. Crase et Benalla de mettre ça en place. Pourquoi ? La loyauté ça s'achète, dans une boîte de sécurité privée ; par contre l'intérêt général, c'est autre chose... »

« Avoir un contrôle citoyen de la Police nationale permettrait de la transparence, et que les gens qui font n'importe quoi au sein de la police soient sanctionnés. Je prends toujours comme exemple le bon sens citoyen. Les verdicts des Cours d'assise [où siège un jury tiré au sort dans la population, ndlr] sont en général plus en adéquation avec les attentes de la population que certains jugements qui ne sont rendus que par des juges professionnels. Un contrôle indépendant permettrait en plus de libérer les contrôles en interne, parce que, fort heureusement, la grande majorité des policiers veut faire son travail correctement et sans déviance. Mais pour le moment, ils ont peur de leur hiérarchie, peur des sanctions, peur du harcèlement moral au travail. Le fait de savoir que ce n'est plus leur hiérarchie qui contrôle l'organe qui peut les sanctionner derrière, permettrait de libérer la parole et, justement, de faire le nettoyage en interne des brebis galeuses. (...) Ce serait la première chose à faire. » ■

### NOTES

1. Notre serveur discord : <https://discord.gg/eZckuZM>

2. [solidariteetprogres.fr/alexandre-langlois-transcript](http://solidariteetprogres.fr/alexandre-langlois-transcript)

3. Source : Alexandre Langlois, *L'ennemi de l'intérieur, dérives et dysfonctionnements de la Police nationale*.

## Cryptomonnaie Où en sont la Chine et la Russie

Christine Bierre

Rédactrice-en-chef de Nouvelle Solidarité

En cette fin d'année 2020, les banques centrales se ruent vers la cryptomonnaie. Mais de quelle crypto s'agit-il ? D'une CBDC, acronyme barbare pour Central Bank Digital Currencies (Monnaie digitale de banques centrales), ou de celles, privées, aux noms plus évocateurs de Bitcoin, Libra, Ethereum, Ripple, Litecoin

■ Eh bien, ce sont deux cryptos totalement différentes. Les secondes sont issues de la pensée libérale-libertarienne de l'école d'économie autrichienne de Friedrich von Hayek qui, en 1976, un an après le sommet de la Jamaïque qui planta le dernier clou au cercueil de Bretton Woods, écrivait *La Dénationalisation de l'Argent*. La monnaie ne doit pas être l'apanage des Banques centrales qui l'imposent à tout un pays, disait-il. C'est un bien comme un autre qui doit pouvoir être créé par des initiatives privées, totalement décentralisées, et être soumis ensuite à la concurrence. Et que la meilleure gagne !

Les CBDC sont, au contraire, des monnaies digitales émises sous le contrôle centralisé des Banques centrales, en accord avec leurs gouvernements. Or, par ces temps d'instabilité généralisée du système financier international, les crypto-monnaies privées peuvent devenir des zones de refuge idéales pour capitaux criminels, ainsi que pour des gens fuyant les paniques boursières, contribuant ainsi à la fragilisation des banques centrales. Pour Alexei Guznov, responsable juridique de la Banque centrale russe, « la crypto est un défi certain pour les systèmes de paiement nationaux et pour la stabilité des systèmes financiers nationaux en général », en raison de leur rapidité notamment. « L'utilisation des crypto-actifs pose aussi un problème dans un système qui comprend le blanchiment d'argent, le trafic de drogue et le financement du terrorisme. » C'est pourquoi « la circulation des crypto-actifs devrait être strictement réglementée, soit sous forme d'une interdiction de leur circulation, soit sous forme de restrictions ». Un point de vue que partage la Chine, mais aussi les banques centrales pour qui les CBDC sont le moyen de contrer les cryptos.



Là où la Chine et la Russie diffèrent des autres, c'est au niveau de leurs objectifs stratégiques. Pour l'une comme pour l'autre, il s'agit d'assurer leur souveraineté. La banque centrale de Russie l'a affirmé à maintes reprises : « Nous voulons un système de paiements inattaquable par une puissance étrangère. » Quant à la Banque populaire de Chine (PBOC), elle écrivait noir sur blanc en septembre que « la Chine a besoin de devenir la première nation à émettre de la monnaie digitale, dans sa volonté d'internationaliser le yuan et de réduire sa dépendance au système de paiement global en dollar ».

Ces deux puissances redoutent, en effet, d'être déconnectées du système SWIFT par où passent toutes les transactions bancaires internationales et qui est entre les mains des Etats-Unis. Une préoccupation que l'Europe ne crie pas sur tous les toits, mais qui motiverait aussi la démarche de la BCE. Les amendes extraterritoriales exorbitantes, imposées à BNP Paribas et à Alstom par des tribunaux américains les accusant de corruption, sont aussi passées par là !

De l'avis de tous, la Chine, où 83 % des paiements sont déjà faits avec des appareils mobiles, via les messageries Alipay et Wechat, a un train d'avance. Courant octobre, elle a émis l'équivalent de 2 millions de dollars en crypto-yuans, à 50 000 consommateurs choisis au hasard, dans le contexte d'une loterie où les gagnants ont reçu un prix de 200 yuans à dépenser dans 3300 établissements choisis. La Russie n'est pas en reste et dit qu'elle sera prête dans le courant du premier semestre 2021.

Pour la Chine et la Russie, il s'agit aussi d'utiliser ces nouveaux moyens pour poursuivre le développement et assurer le bien-être de leur population. Tout autres sont les préoccupations occidentales, qui voient dans les CBDC le moyen idoine de provoquer de l'inflation, et ainsi d'alléger la dette de leur système en volant les épargnants. ■

# « Great reset » : l

« *Great Reset* ». Ces mots sont sur toutes les lèvres. Alors que la pandémie vient encore ajouter sa dose de peur à la crainte qu'une crise systémique et climatique nous plonge dans un effondrement fatal, difficile de nier l'urgence d'une « grande réinitialisation » du système économique et financier mondial. Mais au profit de qui

« *C'est en réfléchissant à l'évolution dramatique que nous avons connue pendant l'année écoulée que je me suis rendu à Bretton Woods, dans l'Etat du New Hampshire, où 44 hommes ont signé nos Statuts en 1944. Les fondateurs de nos institutions devaient s'atteler à deux tâches gigantesques : remédier au plus vite aux ravages causés par la guerre et jeter les bases d'un monde plus pacifique et plus prospère (...) Aujourd'hui [avec la crise sanitaire et économique], nous vivons un nouveau 'moment' Bretton Woods.* »

Ceux qui connaissent la bataille pour un « Nouveau Bretton Woods » que nous menons depuis plus de quarante ans avec le mouvement international de Lyndon LaRouche (1922-2019), voir pages 6-7, pourraient penser que ces mots sont sortis de la bouche de l'un de nos militants. Il n'en est rien ! Ils ont été prononcés le 15 octobre par la directrice du FMI, Kristalina Georgieva, en pleine offensive pour le *Great Reset* (grande réinitialisation) et le *New Deal* vert...

Vous découvrirez en lisant cet article comment les technocrates en chef de la finance cherchent à faire accepter une dictature des Banques centrales et de leurs cryptomonnaies. Si leur rhétorique promet aux citoyens un monde plus vert et vertueux, leur intention reste la même : sauver, encore une fois, le système financier transatlantique, quitte à jeter par-dessus bord des pans entiers de l'économie réelle (jugée trop « carbonée ») et une partie de l'humanité avec. Quitte, aussi, à détourner le sens des mots, car le *Great Reset*, c'est le détournement, au profit de Wall Street et de la City, de cette indispensable réforme de la finance internationale que Lyndon LaRouche appelait de ses vœux dès les années 70, et la fin du système de Bretton Woods.

### Ce qui aurait dû être « réinitialisé »

Lorsque Nixon suspend la convertibilité du dollar en or, le 15 août 1971, un économiste, considéré à l'époque comme un extraterrestre par ses pairs, en tire la conclusion suivante : faute de se réformer, le

## La 51<sup>e</sup> réunion du Forum de Davos sera consacrée au thème du « Great Reset ».

système capitaliste occidental se condamne à aller dans le mur. En cause, selon lui, un processus d'autocannibalisation de l'économie mondiale, provoqué par la croissance cancéreuse d'une sphère financière hypertrophiée (dette et spéculation, très rentables à court terme), au détriment de la production de biens et services essentiels au développement et à la survie même de la population mondiale. Quelques années plus tard, en travaillant sur l'évolution de la biosphère, cet économiste – qui n'est autre que Lyndon LaRouche – avertissait qu'un tel processus ne pouvait que créer les conditions favorables au retour d'anciennes pandémies et à l'émergence de nouvelles.

Pour casser cette logique d'autodestruction, LaRouche défend alors des moratoires négociés sur les dettes odieuses et illégitimes, et une politique de « marchés organisés » assurant des transferts technologiques, y compris la technologie de l'atome (civil), aux pays du Sud.

Pour catalyser et organiser cette réforme, LaRouche propose en 1975 la création d'une « Banque internationale pour le développement » pour émettre des crédits à bon marché pour les infrastructures (BID), et milite pour que les grands pays s'entendent pour mettre sur pied une institution publique de ce type.

Son initiative rencontre un écho très positif auprès des dirigeants du Mouvement des non-alignés. Lors du 5<sup>e</sup> sommet des non-alignés à Colombo (Sri Lanka) en 1976, cherchant à échapper à la logique des blocs et à s'affranchir de toute forme de colonialisme et d'impérialisme, les non-alignés reprennent



Karel Vereycken

Directeur de publication de Nouvelle Solidarité

en grande partie la proposition de LaRouche. Ils réclament un « *Nouvel ordre économique mondial* », la création d'une « *Banque pour les pays en développement* », des moratoires négociés sur les dettes illégitimes et les transferts de technologies avancées que leur refusent le FMI et la Banque mondiale.

Cela ne s'est malheureusement pas réalisé et l'on connaît la suite : délocalisations, désindustrialisation et chômage de masse en Occident, exploitation des ressources naturelles et de la main d'œuvre bon-marché des pays en voie de développement, guerres par procuration en Afrique, au Moyen-Orient et dans les Balkans, effondrement de l'URSS, chantage à la dette et ouverture plus ou moins forcée des économies nationales aux investisseurs financiers... tandis que toutes les entraves à la spéculation étaient supprimées les unes après les autres. Au point qu'après la nourriture, la météo, la santé humaine ou encore le carbone, c'est aussi sur l'eau que l'on pourra désormais spéculer, grâce aux nouveaux contrats à terme sur l'eau californienne lancés par le Nasdaq et le Chicago Mercantile Exchange.

Difficile de continuer à défendre un tel système, surtout face à des peuples en colère qui supportent de moins en moins cette sauvagerie économique et à des investisseurs qui redoutent un effondrement financier bien pire que celui de 2008. C'est pourquoi banquiers centraux, milliardaires et fonds de gestion n'ont pas attendu le cataclysme de la Covid-19 pour tenter de se refaire une virginité et une santé en ressortant leurs « idées nouvelles ». Des idées nouvelles basées sur la vieille idéologie malthusienne de l'oligarchie occidentale.

### Green New Deal

En fait, depuis au moins 2005, les équipes de la Banque d'Angleterre, sous le label du « *Green New Deal* » (Nouvelle donne verte), sont au cœur d'une offensive mondiale pour le « verdissement de la finance », initiative à laquelle s'est associée plus récemment la Banque de France.

Prenant prétexte de « l'urgence climatique », cette politique doit permettre, non pas un développement plus harmonieux pour tous, mais un



A COMMANDER SUR  
solidariteetprogres.fr

notre dossier spécial  
**Sortir du piège  
de la finance verte**

# e nôtre et le leur



▲ Greta Thunberg et le Prince Charles au Forum de Davos.

renflouement « vert » (bail-out) du système financier spéculatif actuel. En clair, on déménage nos profits vers la nouvelle bulle verte, tout en laissant imploser la bulle actuelle, et tout cela, sans trop de pertes, du moins pour ceux qui sont au sommet de la pyramide, grâce à une bonne synchronisation. Ça peut marcher, car les grandes banques et les sociétés multinationales ne rechigneront pas à payer de très lourdes taxes carbonées, à condition de pouvoir les régler avec les liquidités que les banques centrales continueront à leur avancer...

C'est à ce scénario que travaille depuis 2015, avec beaucoup d'énergie, Mark Carney, le gouverneur de la Banque d'Angleterre de l'époque et président du Financial Stability Board (FSB) mis en selle par la Banque des règlements internationaux et le G20.

Invité le 29 septembre 2015, à la veille de la COP21 de Paris, pour s'exprimer devant les cadres de l'assureur britannique Lloyds à Londres, Carney estima que, bien que ce ne soit pas aux banques centrales d'imposer des choix politiques, elles doivent se tenir prêtes à toute éventualité. Car, si les gouvernements décident soudainement de bannir le CO<sub>2</sub> de leur économie, le monde pourrait brutalement voir s'effondrer les valeurs d'un tiers de l'économie mondiale, soit la partie liée aux hydrocarbures (lignite, charbon, gaz, pétrole, etc.) et l'écosystème qu'ils entretiennent (exploitation minière, pétrochimie, plastique, etc.). Mieux vaut donc prendre les devants et organiser le verdissement de la finance mondiale, afin de limiter les frais et surtout les secousses.

A cet effet, dès janvier 2016, la Banque d'Angleterre, la City et le gouvernement anglais lancent le Green Finance Initiative (GFI), dont les banques JP Morgan, Barclays et Amundi font évidemment partie.

La stratégie est simple : dès que les grands acteurs publics des marchés mondiaux, en particulier les banques centrales, auront affiché publiquement leur volonté de prioriser les actifs verts dans leurs bilans, le secteur privé en fera autant. Nous y sommes : avec Ursula von der Leyen à la tête de la Commission européenne, le « *New Green Deal* » est en passe de devenir

la charpente de la politique de l'UE, la Banque centrale européenne et la Banque européenne d'investissement (BEI) ne pouvant que s'aligner sur cette politique.

## Covid-19 et coup d'accélérateur

Cependant, l'une des craintes de cette oligarchie financière est que la Covid-19, qui pose des exigences énormes et immédiates, ne remise la « finance climatique » au placard. Pire, beaucoup de responsables se rendent à l'évidence que la mondialisation financière a rongé la substance productive de nos économies et fragilisé nos secteurs publics, et pourraient bien être tentés de recourir aux recettes économiques élémentaires qui ont fait leurs preuves lors de la reconstruction d'après-guerre : effacement des dettes, séparation stricte des banques, banque et crédit national, relocalisation de secteurs stratégiques, Etat-stratège capable d'anticiper l'avenir, notamment dans le domaine biomédical et alimentaire...

Aussi, depuis cet été, les élites financières ont accéléré le tempo, notamment sous la houlette du Forum économique mondial (World Economic Forum, WEF), qui réunit chaque année le gratin de l'économie mondiale à Davos.

## Le Forum de Davos à la manœuvre

*Covid-19 : the Great Reset.* Dans leur livre, Klaus Schwab, fondateur et président exécutif du WEF, et Thierry Malleret, fondateur du Monthly Barometer pour le WEF, annoncent

la couleur : le WEF consacrera sa 51<sup>e</sup> réunion, prévue en janvier 2021, au thème de *Great Reset*, cette « réinitialisation » complète du système actuel mondial en concertation avec les grandes entreprises, les chefs d'Etats, les banques centrales et le FMI.

Pour Schwab, le sommet du WEF de janvier 2021 « mettra en relation les principaux dirigeants gouvernementaux et chefs d'entreprises avec un réseau mondial de participants présents dans 400 villes du monde entier, pour un dialogue tourné vers l'avenir et animé par la jeune génération. »

Ce ne serait pas la première fois que la jeunesse est manipulée au profit du pouvoir en place. Le fondateur du WEF, qui avait accueilli Greta Thunberg à Davos en janvier 2020, fait allusion aux différents réseaux d'activistes pour le climat, comme la Global Shapers Community ou le Climate Reality Project, organisation très influente et bien financée, dirigée par l'ancien vice-président Al Gore (qui siège au conseil d'administration du WEF).

Le WEF et le Green Finance Institute viennent d'organiser un autre événement, en novembre, à la place de la COP26 (reportée à 2021), dans le but d'accélérer « l'innovation financière » dans le climat. Au nombre des intervenants, le patron de l'ONU Antonio Guterres, la présidente de la BCE Christine Lagarde ou encore le prince Charles.

Du côté des investisseurs, on pouvait y trouver les directeurs des banques BNP-Paribas, HSBC, Barclays et Standard Chartered, le co-fondateur de Microsoft Bill Gates, le milliardaire Mike Bloomberg, le partenaire

en affaires d'Al Gore, David Blood, ou encore Larry Fink, responsable de BlackRock, qui s'est engagé, une fois de plus, à ce que ce colossal fonds de gestion d'actifs donne la priorité au changement climatique et réduise sa participation aux projets exploitant des hydrocarbures, que ce soit le charbon, le pétrole ou le gaz. Le dernier jour, le 11 novembre, tout ce beau monde a pu savourer la bande-annonce du film de Greenpeace « *Our Planet, Too Big to Fail* » (Notre planète, trop grosse pour couler).

## Vers un totalitarisme monétaire

Pour décarboner rapidement l'économie, Schwab est très clair : « *Chaque pays, des Etats-Unis à la Chine, doit participer, et chaque industrie, du pétrole et du gaz jusqu'à la technologie, doit être transformée. (...) tous les aspects de nos sociétés et de nos économies [doivent être] revus, de l'éducation aux contrats sociaux et aux conditions de travail.* »

C'est précisément dans ce cadre qu'en zone euro, sera lancé un euro numérique, géré par des blockchains. Hormis d'éviter, le cas échéant, des chocs financiers, grâce à de « *l'argent hélicoptère* » qu'on accordera directement aux entrepreneurs et aux citoyens disposant d'un compte à la BCE, il s'agit également de contrôler, plus ou moins subtilement, l'usage qu'ils en feront.

Et comme le précise sur son site l'analyste financier indépendant Philippe Béchade : « *A partir du moment où l'épargne et les flux financiers personnels (les revenus et salaires, le remboursement des mensualités de crédit etc.) seront 'fondus' dans le système numérique global, et non plus atomisés entre de multiples établissements financiers, il suffira à la banque centrale d'appuyer sur la touche 'Enter' pour créer de l'argent à volonté ou d'appuyer sur 'Suppr.' pour figer les comptes, bloquer tous les virements et toutes sortes d'opérations financières imaginables.* »

Déjà en 2019, une note de l'Institut de Finance de BlackRock, rendue publique avant la rencontre des banquiers centraux à Jackson Hole (Etats-Unis), annonçait la couleur : si l'on veut faire face à la crise qui vient, il faut un « *changement de régime* ». On ne peut plus laisser la gestion des Etats aux mains de gouvernements, trop proches du peuple et donc trop assujettis à des préoccupations électorales et aux exigences irrationnelles de leurs électeurs. A la place, il faut, comme avec la BRI en 1930<sup>1</sup>, accroître le pouvoir des Banques centrales de façon à leur permettre, le cas échéant, d'injecter directement des milliards dans le système, y compris en versant des liquidités directement sur les comptes des entreprises et des individus.

Défendue là aussi par Mark Carney, il s'agit ni plus ni moins de remplacer le dollar comme principale monnaie de réserve par une « monnaie hégémonique synthétique ».

## Conclusion

Le nouvel empire financier mondial, avec son centre à la City et à Wall Street, sera donc vert et digital, et son « *Grand Reset* » n'est autre qu'une nouvelle tentative mortelle de hold-up sur nos vies.

Si LaRouche nous a quittés en février 2019, son mouvement, avec lequel il a élaboré, mais dans une optique humaniste, un véritable plan de réinitialisation de l'économie mondiale, continue à inspirer de nombreux courants de résistance aux quatre coins de la planète. Ils vous attendent. ■

## Notes

1. cf. « *La BRI et la solution finale* » sur [solidariteetprogres.fr](http://solidariteetprogres.fr)

Retrouvez S&P sur [www.solidariteetprogres.fr](http://www.solidariteetprogres.fr)  
Et sur



## Ils l'ont dit !

**Décarboner rapidement l'économie représente « la plus grande opportunité commerciale de notre temps ».**

**Mark Carney,**  
ancien gouverneur de la Banque d'Angleterre,  
à la conférence du WEF en novembre 2020.

# Ce vrai Bretton Woods que l'oligarchie nous a si bien

Confrontés à une crise financière gravissime et au bord d'une nouvelle guerre mondiale, trouverons-nous une solution qui corresponde aux intérêts bien compris des pays avancés aussi bien qu'émergents. Oui, répondrons-nous franchement, après lecture des publications dont nous allons vous donner ci-dessous un aperçu.

Les crises économiques et financières de 1987, 2001 et 2008, comme celle qui s'annonce aujourd'hui, résultent des décisions imposées par la City de Londres et Wall Street au président Richard Nixon le 15 août 1971, qui conduisirent finalement à l'abolition du système de Bretton Woods mis en place en 1944.

Dans ce contexte, le thème longtemps négligé de « Bretton Woods » redevient un sujet de discussion, parfois évoqué avec bienveillance, mais le plus souvent déformé par les porte-parole de Wall Street et de la City de Londres, qui tentent d'en cacher la véritable essence en utilisant l'étiquette « Bretton Woods » pour plaider en faveur d'un régime monétariste encore plus dictatorial, plus favorable à la finance et plus impitoyable envers les peuples, voire même un Green New Deal qui imposerait une austérité encore plus grande en remplaçant les énergies très denses et productives dont nous disposons par des énergies renouvelables inefficaces (voir pages 4-5).

Une autre difficulté de taille est que les dirigeants de la Russie et de la Chine pensent tous que le système de Bretton Woods (et la domination du dollar au sein de ce système) a été utilisé après 1945 pour exploiter les nations les plus pauvres et les empêcher de se développer. Ils soulignent également le fait indéniable que Churchill et Truman s'en sont servis contre la Chine et la Russie, dans le cadre de la Guerre froide. En outre, pour les nations les plus pauvres, le FMI et la Banque mondiale, institutions créées à Bretton Woods, sont devenus synonymes d'esclavage de la dette, de conditionnalités brutales et de pillage par le biais du soi-disant libre-échange.

## Nouvelles sources historiques

Un livre ainsi que deux articles parus récemment montrent comment l'intention originelle du système de Bretton Woods nous permettrait de résoudre toutes ces difficultés. Si ce système est largement devenu, dès la mort de Roosevelt en 1945, ce que

dénoncent ces critiques, l'intention du Président américain était, au contraire, de créer les conditions de l'industrialisation et de la hausse du niveau de vie de la population mondiale.

Prenons d'abord l'ouvrage du professeur Eric Helleiner, *Les fondements oubliés de Bretton Woods : le développement international et la mise en place de l'ordre d'après-guerre* (2014). Citant de nombreux documents d'archives, l'auteur déboulonne le dogme selon lequel Bretton Woods aurait été « le produit de négociations anglo-américaines entre 1942 et 1944, dans lesquelles les questions de développement n'ont guère retenu l'attention et où les voix du Sud étaient largement absentes ». Il cite de nombreux auteurs de renom (Richard Gardner, Richard Peet, Kapur-Lewis-Webb, Edward Mason, Robert Asher, Gerald Meier et bien d'autres) ayant contribué à fabriquer cette idée totalement fautive. Réaffirmant au contraire le rôle très actif qu'y ont joué les pays ibéro-américains, la Chine, l'Inde, etc., Helleiner rend compte de leur intense collaboration avec les Etats-Unis avant et pendant les négociations. En outre, il évoque un autre aspect des accords de Bretton Woods, qui garde toute son importance aujourd'hui : ce système devait permettre de créer un ordre économique mondial multilatéral de républiques souveraines, compatible avec des économies dirigées par les Etats.

Les autres publications viennent de deux collaborateurs de notre ami Lyndon LaRouche, l'économiste américain avec qui, depuis plus de quarante ans, nous combattons pour un « Nouveau Bretton Woods » : il s'agit de Richard Freeman, auteur de *La politique de bon voisinage et le Brésil : la courageuse création d'un système anti-entropique*<sup>1</sup>, et de Paul Gallagher, auteur de *La méthode d'économie physique de LaRouche et un système de Nouveau Bretton Woods*<sup>2</sup>, toutes deux publiées par EIR, l'hebdomadaire de nos amis américains.

Pour la première fois, Helleiner et Freeman présentent des preuves irréfutables que ce que Roosevelt

voulait avec Bretton Woods, c'était mettre fin aux méthodes coloniales de pillage et permettre l'essor rapide du secteur en développement dans un partenariat international d'Etats-nations souverains.

Les auteurs démontrent également que cette politique pro-développement est issue de l'école américaine d'économie d'Alexander Hamilton, Friedrich List et Henry Carey, reprise plus tard par Lyndon LaRouche. La documentation rassemblée dans ces deux ouvrages est présentée sous une forme inédite jusqu'à présent.

L'intention de FDR n'a jamais été de créer simplement un « système monétaire », comme l'affirme l'oligarchie britannique John Maynard Keynes, maintes fois cité, qui s'empara du système de Bretton Woods après la mort de Roosevelt. Pour ce dernier, les questions monétaires et bancaires devaient être subordonnées à l'intention d'élever le niveau de vie de la population en augmentant la productivité de l'économie, et les politiques bancaires et de crédit, conçues pour ne servir que cette fin.

## Le principe du bon voisinage

« Dans le domaine de la politique mondiale, je consacrerai cette nation à la politique de bon voisinage », avait affirmé Roosevelt dans son discours inaugural du 4 mars 1933. Voilà la véritable origine des accords de Bretton Woods.

Cette idée a d'abord pris corps dans la Mission technique américaine au Brésil de 1942-43, elle-même précédée, à la fin des années 1930, du projet révolutionnaire de construction conjointe de l'usine sidérurgique de Volta Redonda.

La transformation du Brésil d'abord, puis d'une douzaine de nations ibéro-américaines et du reste du monde, était au cœur de la stratégie internationale de Roosevelt. Le financement de cette politique devait provenir d'une institution multilatérale de républiques souveraines, utilisant un système de crédit international de type hamiltonien. Contrairement à tout système basé sur le monétarisme, celui-ci devait mettre la monnaie au service de la production, avec des crédits abondants et peu coûteux, à des taux d'intérêt de 1 à 2 %, soutenus par un système de réserves d'or à taux de change fixe.

## La méthode Roosevelt

Roosevelt s'entourait de personnalités créatives, des penseurs non orthodoxes qui n'auraient pas tenu



▲ Roosevelt avec le président brésilien Getulio Vargas au Brésil.



Christine Bierre

Rédactrice-en-chef de *Nouvelle Solidarité*

## Notes

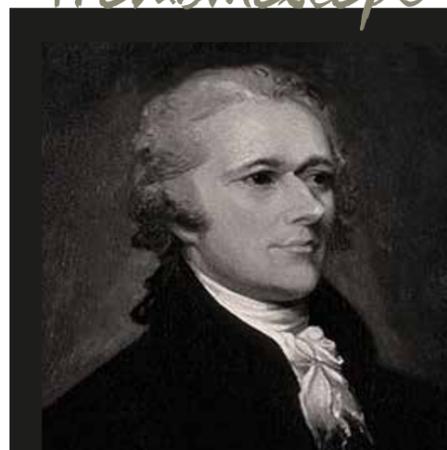
1. EIR 06/09/2019
2. EIR 21/02/2020

une semaine dans une autre administration, mais qui ont prospéré sous sa direction. C'est ainsi qu'il constitua son équipe (qui ne fut jamais officiellement désignée comme telle), dont les principaux noms furent : le secrétaire d'Etat adjoint au Trésor, Harry Dexter White ; le secrétaire d'Etat adjoint, Sumner Welles ; Morris Cooke ; le ministre de l'Agriculture Henry Wallace ; le secrétaire d'Etat adjoint au département d'Etat aux affaires latino-américaines, Laurence Duggan ; le président de la Reconstruction Finance Corporation (RFC), Jesse Jones ; son conseiller stratégique Harry Hopkins et le secrétaire au Trésor Henry Morgenthau.

Pour diriger la mission au Brésil de 1942-43, Roosevelt choisit l'un de ses alliés les plus fiables, Morris Llewellyn Cooke, un ingénieur hautement qualifié qui aura électrifé les Etats-Unis en trente ans.

Nommé premier directeur de

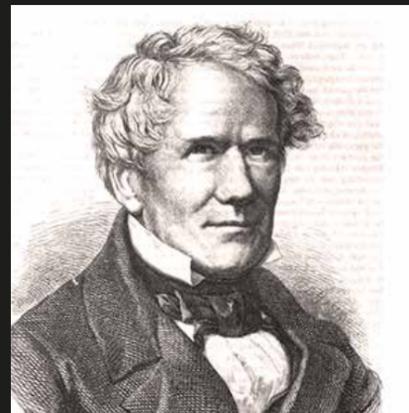
## Trombinoscope



Alexander Hamilton (1789-1795)



Friedrich List (1789-1846)



Henry C. Carey (1793-1879)



Sun Yat-sen (1866-1925)

# e caché !



L'Administration de l'électrification rurale en 1935, il a le profil idéal pour présider, en 1936, la Troisième conférence mondiale sur l'énergie qui se tient à Washington D.C., où des délégués du monde entier se rencontrent pour discuter des moyens de créer de nouvelles capacités énergétiques pour leur industrialisation.

## La mission américaine au Brésil

La collaboration économique entre les Etats-Unis et le Brésil avait démarré en 1936-37. En 1938, le gouvernement brésilien donne le feu vert à la construction de l'aciérie Volta Redonda, dans l'Etat de Rio de Janeiro. Le 19 septembre 1939, White, chargé des questions monétaires au département du Trésor américain, envoie à son patron, Henry Morgenthau, une note intitulée *Propositions précises pour une coopération américano-brésilienne immédiate*, qui contient un projet pour le développement intégral du Brésil.

Il propose un prêt en or de 50 millions de dollars pour aider le Brésil à stabiliser sa monnaie, un crédit renouvelable de 50 millions auprès de la Banque américaine d'import-export (Exim Bank) aux entreprises américaines afin qu'elles puissent exporter, notamment des biens d'équipement à destination des entreprises brésiliennes, ainsi qu'un crédit de 100 millions pour l'achat par le Brésil d'équipements pour la reconstruction de son système ferroviaire. La quatrième partie appelle à la construction de réseaux de chemins de fer, d'une flotte pour le transport de marchandises, d'autoroutes, de production d'énergie hydro-électrique, de production de fer et d'acier, et de développement agricole !

Le 1er décembre 1942, Cooke et Lins de Barros, le coordinateur de

la mobilisation économique du Brésil, rédige un « ordre de mission » à l'intention des présidents Roosevelt et Vargas, prolongeant le mémo présenté le 19 septembre 1939 par White, cité plus haut. Philosophiquement révolutionnaire, il est tout à fait d'actualité.

Cette note préconise une électrification rapide, afin de renverser le modèle de pillage colonial britannique :

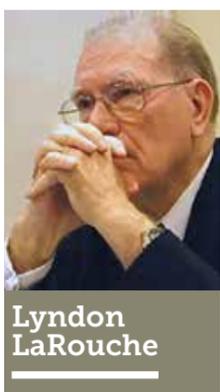
« Les développements technologiques récents, en particulier dans la production à grande échelle et la transmission à longue distance de l'énergie électrique, ont scellé le destin du commerce international caractéristique [britannique] du XIXe siècle, dans lequel les pays les plus puissants et les plus développés faisaient venir de fort loin les matières premières jusque chez eux pour les transformer, et envoyaient ensuite les produits finis aux quatre coins du monde, où ils étaient vendus, avec de généreux profits, à des peuples qui n'étaient pas en mesure de les fabriquer eux-mêmes. Aujourd'hui, la technologie et la grande disponibilité de l'énergie électrique peuvent changer tout cela. »

Cinq domaines guident la Mission :

1. transformation du fleuve Sao Francisco (3160 km de long) et de son bassin (617 800 km<sup>2</sup>) en une Tennessee Valley Authority (projet phare du New Deal) brésilienne ;
2. électrification de tout le pays ;
3. modernisation de la base industrielle, agricole et de l'industrie extractive du Brésil, car « le progrès industriel moderne se mesure à la capacité d'une machine à remplacer le travail de l'homme dans la production d'articles utiles » ;
4. établissement de la liaison entre les fleuves Nègre et Orénoque ;
5. achèvement de la gigantesque aciérie de Volta Redonda.

Pour financer ce dernier projet, le ministre des Affaires étrangères brésilien, Oswaldo Aranha, se rend à Washington en 1939. Dès septembre 1940, un accord est conclu : sur les 65 millions de dollars que coûtera la

## Roosevelt lors de son investiture : « Dans le domaine de la politique mondiale, je consacrerai cette nation à la politique du bon voisinage ».



Lyndon LaRouche

Après Roosevelt, c'est lui qui a pris la tête de la lutte pour le système américain anti-colonial d'économie politique.

Retrouvez S:P sur [www.solidariteetprogres.fr](http://www.solidariteetprogres.fr)  
Et sur



construction de l'aciérie, l'Exim Bank en prêtera 45. Le Brésil pourra alors commencer à acheter aux Etats-Unis les biens d'équipement nécessaires à l'usine.

Lors de son inauguration en 1943, le président Vargas déclara fièrement : « La voici, solidement construite en béton et en fer, défiant (...) les pays industriels qui souhaitent nous maintenir au niveau de simples fournisseurs de matières premières et de consommateurs de produits manufacturés. »

## Développer l'ensemble de l'Ibéro-Amérique

Les Etats-Unis entreprennent alors de développer toute l'Ibéro-Amérique. A cette fin, l'Exim Bank est créée en 1934 en tant que division de la Reconstruction Finance Corporation (RFC). Sous Roosevelt, la RFC fut l'institution bancaire américaine qui finança le plus le New Deal (1933-38) et la mobilisation économique pour la Seconde Guerre mondiale (1939-44). L'Exim Bank leva son capital en vendant la grande majorité de ses actions privilégiées à la RFC, devenant ainsi l'extension du New Deal américain à l'échelle internationale.

A partir de 1937, la Banque commence à financer la production, aux Etats-Unis, de locomotives pour les chemins de fer publics au Chili, au

Brésil et pour d'autres pays. Plus tard, des lignes de crédit sont accordées aux banques centrales des nations coupées des marchés européens par la guerre. En 1940, le capital de l'Exim Bank est porté de 200 à 700 millions de dollars (1,5 milliard aujourd'hui) : des prêts sont accordés pour la construction de routes, l'agriculture et la production de matériaux stratégiques tels que le caoutchouc, les métaux, les fibres et les plantes entrant dans la composition des médicaments, importants aussi en temps de guerre.

En même temps, les nations ibéro-américaines se dotent de « corporations de fomento » (développement), définissant le calendrier des projets de développement à financer par l'Exim Bank.

## Comment la Banque inter-américaine a été coulée

La densité croissante des projets technologiques ibéro-américains va contraindre White, alors chargé des affaires monétaires au département du Trésor américain, à innover. Il a une idée brillante, dont a bénéficié

directeurs, comme dans le cas de la Banque des règlements internationaux [pro-nazie].

## L'accord de Bretton Woods

Si les banquiers de la City de Londres et de Wall Street ont gagné cette bataille, trois ans plus tard, ils perdront la guerre ! En effet, White, ramènera la même idée, sous une forme élargie, à la conférence de Bretton Woods de 1944.

Ainsi, ces accords, dont dont il rédigera une grande partie, auront la même intention que la banque inter-américaine IAB, et seront en droite ligne avec la politique de bon voisinage formulée dix ans plutôt par Roosevelt : fonder un système multinational émettant du crédit hamiltonien, pour financer partout ces grands projets technologiques pour le développement des Etats souverains. La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), aujourd'hui appelée simplement « Banque mondiale », a été créée sur le modèle de l'IAB. Dans le 1<sup>er</sup> article de son texte fondateur, la BIRD reconnaît « le développe-

## Ils l'ont dit !

A Bretton Woods le développement des pays pauvres « n'a pas été reconnu comme une question majeure dans la planification de l'après-guerre ».

Richard Gardner

dans *Diplomatie Sterling-Dollar*

Bretton Woods. Au lieu de la seule Exim Bank, pourquoi ne pas mettre sur pied une institution multinationale, où siègeraient les républiques souveraines de toute l'Amérique, qui serait une Banque inter-américaine pour le développement (IAB)

L'essentiel de cette proposition fut inclus dans une note rédigée par White le 6 juin 1939, intitulée « *Prêts à l'Amérique latine pour son développement industriel* ». Au premier point, on lit :

« L'Amérique latine présente une remarquable opportunité de développement économique. Il ne lui manque que des capitaux et des compétences techniques pour se développer de façon à pouvoir assumer une population beaucoup plus nombreuse, un niveau de vie plus élevé et un commerce extérieur considérablement élargi. »

Le capital de cette banque publique serait de 300 millions de dollars en actions ordinaires, entièrement achetées par le gouvernement, avec le pouvoir d'émettre 700 millions de dollars en obligations garanties par le gouvernement, intérêts et capital. Elle pourrait en émettre un milliard de dollars de plus, au fur et à mesure que le besoin s'en ferait sentir.

En 1941, le président Roosevelt soumet pour ratification du Sénat la Convention pour la création d'une Banque inter-américaine (IAB), rédigée principalement par White. Sa section 5 stipule clairement que la mission de la banque est de « promouvoir le développement de l'industrie, des services publics, des mines, de l'agriculture, du commerce et des finances dans l'hémisphère occidental ».

Terrifiée par la perspective d'une montée en puissance de l'Ibéro-Amérique, l'oligarchie anglo-américaine fait échouer le projet de loi cette même année. Le tueur à gages de Wall Street se nomme W. Randolph Burgess, vice-président de la National City Bank de New York. Dès mai 1940, il avait confié au secrétaire au Trésor Morgenthau qu'il préférerait voir les banques centrales, comme la Réserve fédérale américaine, acheter et posséder les actions de l'IAB et en nommer les

ment des capacités productives et des ressources dans les pays moins développés », comme étant l'un de ses objectifs.

La conférence de Bretton Woods, du 1<sup>er</sup> au 22 juillet 1944, accomplit beaucoup de bonnes choses, en opposition totale avec les intérêts financiers. Sur un total de 44 nations présentes, 19 pays d'Ibéro-Amérique (Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, République dominicaine, Equateur, El Salvador, Guatemala, Haïti, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, Uruguay et Venezuela) avaient été invités, soit 43 % du total. La délégation brésilienne (13 représentants) était la quatrième en importance, derrière les Etats-Unis (45), la Chine (33) et la Grande-Bretagne (15).

La raison en était que Roosevelt avait fait le plein de délégués des nations ibéro-américaines pro-développement, qui connaissaient bien sa politique. Ce qui rendait fous les Britanniques et en premier lieu, le chef de leur délégation, John Maynard Keynes, un fasciste patenté, membre de la Société eugénique. Il qualifia la conférence de « la plus monstrueuse maison de singes (fous) assemblée depuis des années », demandant à ce que 21 pays, dont 14 ibéro-américains, en soient exclus.

Keynes avait souhaité que des réunions privées soient organisées entre les délégations britannique et américaine, afin d'élaborer une politique commune pour préserver l'Empire britannique sous une forme modifiée – proposition qui fut, bien entendu, rejetée par White.

Il est clair qu'il ne s'agissait pas là d'une « diplomatie du dollar ». Au cœur du véritable système de Bretton Woods, s'inscrivait une conception de l'économie au service des peuples souverains et contre les empires, conception qui sera par la suite explorée et développée de manière unique par Lyndon LaRouche. Malheureusement, dès la mort de Roosevelt, Churchill entraîna Truman dans la Guerre froide, et tout ce grand dessein fut dévoyé. Le défi aujourd'hui, pour chacun d'entre nous, est de reconstruire cette perspective. ■

# Joyeux anniversaire, Beethoven !

Ou comment déconfiner les esprits dans une époque de chance dangereuse...

Je sais ce que vous allez me dire : mais pourquoi donc un mouvement comme Solidarité & Progrès, connu pour son acharnement à attaquer l'oligarchie financière, perd-il son temps à commémorer l'anniversaire d'un artiste né il y a 250 ans ? N'y a-t-il pas des choses plus urgentes à faire, comme manifester pour renverser Macron ? Eh bien, la réponse est justement dans la question. Car si l'urgence est là, n'oublions pas que c'est avant tout dans nos esprits que se déroule la bataille décisive, celle qui détachera nos concitoyens de cette « servitude volontaire » entretenue par la culture de masse. C'est ainsi que notre visioconférence du 16 décembre, impliquant musiciens professionnels, amateurs, musicologues, compositeurs et citoyens engagés, s'est attachée à « rendre au peuple » Beethoven et son souffle créateur.

Pour permettre aux non-initiés de saisir la différence fondamentale entre la musique commerciale actuelle et le domaine dans lequel Beethoven nous entraîne, Johanna Clerc (apprentie cheffe de chœur) invita les internautes à se demander ce qui les pousse habituellement à écouter de la musique. Finalement, n'utilisons-nous pas, bien souvent, la musique comme une sorte de drogue douce, pour créer une ambiance propice à la détente, à la rêverie, ou alors à l'action, à la danse, voire à la transe ? Malheureusement, la plupart des gens ne savent pas qu'il existe un autre univers – dans leur esprit – où la musique n'est pas un instrument pour se mettre dans tel ou tel état émotionnel, mais un langage à part

entière, capable d'exprimer l'indicible.

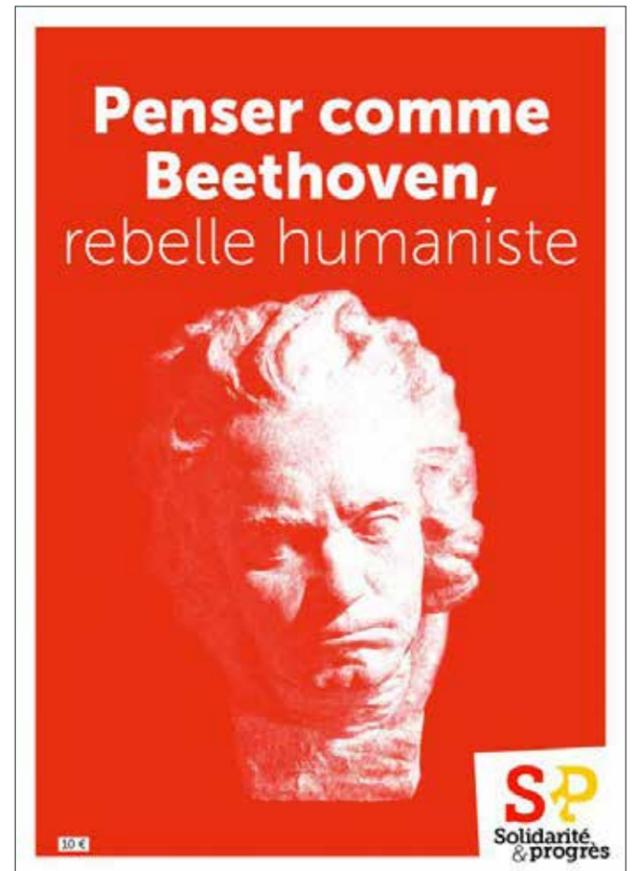
Et c'est là que Beethoven entre en jeu. Rien n'est plus éloigné d'une musique d'ambiance que sa musique. Comme l'ont expliqué Bruno Abrial et Odile Mojon (tous deux co-auteurs de notre dossier *Penser comme Beethoven, rebelle humaniste*), Beethoven vivait dans une période révolutionnaire pendant laquelle les classes supérieures, qui avaient des oreilles mais n'écoutaient pas, trichaient avec leurs principes et étaient incapables de répondre aux défis de leur époque. Toute ressemblance avec des personnes actuellement au pouvoir dans nos « démocraties » n'étant absolument pas fortuite. Pour faire face à ce ramollissement des caractères, Beethoven donna au peuple et à la postérité un art prométhéen et révolutionnaire. Ceux qui s'autorisent à penser dans les milieux autorisés vous dirons que c'est un lieu commun. Mais c'est un lieu commun dont on ne comprend plus la signification réelle...

Comme l'a démontré Georges Beriachvili, pianiste et musicologue, la musique de Beethoven ne parle pas de révolution, de Prométhée et de son feu créateur : elle est elle-même la révolution et le feu créateur. La musique de Beethoven est habitée par la vie elle-même, et non par la fuite de celle-ci. Chez Beethoven, la matière musicale est toujours assez simple, comme le montre le premier mouvement de la 5<sup>ème</sup> Symphonie, mais cette matière est amenée à s'accroître et à se développer de manière très complexe. Beethoven ne recherchait pas la beauté du son, il

concevait sa musique comme une idée se créant d'elle-même, luttant pour son existence et poursuivant inflexiblement son objectif.

Michèle Ariste (professeure de musique et pianiste) et Jan Tamzejian (compositeur et pianiste lui aussi) présentèrent à travers des exemples comment cette approche « prométhéenne » se manifeste chez Beethoven. Mme Ariste donna des clés d'écoute et de compréhension de l'*Ouverture d'Egmont*, œuvre que la pièce de théâtre éponyme de Goethe inspira au compositeur. M. Tamzejian montra, entre autres, comment Beethoven inspire aujourd'hui son travail de compositeur, et comment cet héritage peut directement alimenter les luttes citoyennes pour la dignité. Les internautes purent ainsi écouter deux compositions de M. Tamzejian : une adaptation, sur un chant de Beethoven, de « *On est là !* », la rengaine emblématique des Gilets Jaunes, et un « *Bashrav* » (Prélude) pour oud, percussion et quintette à cordes, une œuvre mariant « deux formes classiques : l'une classique occidentale et l'autre traditionnelle orientale ».

L'audience de notre visioconférence n'était pas en reste, posant la question légitime de comment transmettre à tous la compréhension de Beethoven. Une résistance est déjà en place : dans le monde associatif basé sur des initiatives privées, la musique de Beethoven est transmise, autant que faire se peut, y compris aux jeunes. Mais les institutions officielles sont largement démissionnaires. Ainsi, les musiciens, les compositeurs et les militants associatifs ne peuvent pas compter sur un État qui préfère promouvoir une culture officielle « démocratique », plutôt qu'accompagner sa population avec une culture de la vie et la découverte, par peur des « mauvaises idées » que ça pourrait lui donner.



**Benjamin Bak**

Militant S&P

▲ Découvrez notre dossier spécial pour les 250 ans de Beethoven (68 pages).  
A commander sur : [solidariteetprogres.fr/boutique/dossiers-en-vente](http://solidariteetprogres.fr/boutique/dossiers-en-vente)

que ce feu prométhéen devienne incontrôlable et brûle leur château de cartes de préjugés, d'idées reçues, de monétarisme financier et de malthusianisme légèrement verdâtre. Aujourd'hui, c'est entre vos mains que nous espérons voir ce feu créateur, à mesure que vous découvrirez et ferez découvrir ce génie universel qui n'a pas fini d'enflammer les coeurs et les esprits ! ■

## Il concevait sa musique comme une idée se créant d'elle-même.

Il existe pourtant aujourd'hui des interprètes et des compositeurs talentueux, comme la jeune prodige britannique Alma Deutscher. Mais ils ne sont connus que d'une minorité de mélomanes, coincés dans la niche écologique d'une culture que les classes dirigeantes ne comprennent même pas elles-mêmes. La pensée de Beethoven était loin d'être majoritaire à son époque, le romantisme et l'individualisme morbide triomphant dans l'histoire de l'art, sous le regard plutôt bienveillant de la bourgeoisie naissante et d'une aristocratie désargentée.

Nos intervenants, Jacques Cheminade en tête, ont rappelé que ce sont ces mêmes milieux oligarchiques qui ont étouffé dans l'œuf l'héritage de Beethoven dans la population, par peur que de nouveaux Prométhées n'en sortent pour « donner le feu aux hommes ». Car c'est bien ce que craignent nos oligarchies diverses, variées, mais toutes rattachées à l'Empire de la City de Londres et de Wall Street :

## S&P VOUS CONNAISSEZ ?

**C'est le parti politique qui publie ce journal. Jacques Cheminade en est le président-fondateur.**

■ Nous nous battons pour une économie « physique » utilisant les leviers de la connaissance et de la créativité humaine pour élever le niveau de vie et rendre la dignité à tous. Contre le malthusianisme et le monétarisme (distillés par la City, Wall Street et leurs relais à Bruxelles), nous entendons mettre en faillite contrôlée les spéculateurs en séparant les banques de dépôt et les banques d'affaires ; refonder une banque nationale d'émission de crédit public pour financer la santé, la recherche, l'éducation, les infrastructures ; sortir de l'UE, de l'euro et de l'OTAN, pour refonder une vraie Europe de la coopération et un nouvel ordre économique mondial (« Nouveau Bretton Woods ») basé sur la détente, l'entente et le développement mutuel, loin des logiques de « blocs » qui nous mènent à la guerre. ■

Adhérer : [www.solidariteetprogres.fr/adherer.html](http://www.solidariteetprogres.fr/adherer.html)  
Faire un don : [www.solidariteetprogres.fr/donner.html](http://www.solidariteetprogres.fr/donner.html)  
Tél : 01 76 69 14 50

## Nouvelle Solidarité

Publié par Solidarité et Progrès (Parti politique)  
B.P. 27 - 92114 Clichy cedex - Tél : 01 76 69 14 50  
Commission paritaire N° 0323 P 11222 - ISSN 0339-5936  
Directeur de publication : Karel Vereycken  
Rédactrice en chef : Christine Bierre  
Contacts : [ns.redaction@solidariteetprogres.org](mailto:ns.redaction@solidariteetprogres.org)  
[ns.abonnements@solidariteetprogres.org](mailto:ns.abonnements@solidariteetprogres.org)  
Imprimé par Presses Rotatives 2, passage Flourens 75017 Paris  
Dépôt légal à parution - Tirage : 2 000 exemplaires - 3 €

### CONTACTS SOLIDARITÉ & PROGRÈS

ALSACE Norbert Dumas, [norbertdum@hotmail.com](mailto:norbertdum@hotmail.com) 06 34 90 48 91  
AQUITAINE Daniel Menuet, [daniel.menuet.2007@free.fr](mailto:daniel.menuet.2007@free.fr) 06 85 24 45 21  
AUVERGNE Laurent Gonnet, [laurent.gonnet@hotmail.com](mailto:laurent.gonnet@hotmail.com) 06 77 30 04 77  
BOURGOGNE Olivier Champion, [ochampi@free.fr](mailto:ochampi@free.fr) 06 23 02 34 84  
BRETAGNE Sébastien Drochon, [sebastiendrochon@solidariteetprogres.org](mailto:sebastiendrochon@solidariteetprogres.org) 06 23 80 58 79  
CHAMPAGNE-ARDENNE Eugène Pérez, [perez.e@hotmail.fr](mailto:perez.e@hotmail.fr) 06 32 71 36 91  
FRANCHE-COMTÉ Johanna Clerc, [johannaclerc@solidariteetprogres.org](mailto:johannaclerc@solidariteetprogres.org) 06 25 62 65 69  
HAUTS-DE-FRANCE Benjamin Bak, [sasepal@protonmail.com](mailto:sasepal@protonmail.com) 06 10 64 06 76  
LANGUEDOC-ROUSSILLON Julie Péréa, [julieperea34@gmail.com](mailto:julieperea34@gmail.com) 06 15 49 44 84  
LORRAINE Pierre d'Houtaud, [dhoutaux@gmail.com](mailto:dhoutaux@gmail.com) 06 50 80 77 71  
MIDI-PYRÉNÉES Vincent Crousier, [vcrousier@yahoo.fr](mailto:vcrousier@yahoo.fr) 06 38 85 08 22  
NORMANDIE Philippe Chancerel, [chancerel.philippe@neuf.fr](mailto:chancerel.philippe@neuf.fr) 06 08 34 57 39  
OUTRE-MER M. Mercier, [maelle.mercier81@gmail.com](mailto:maelle.mercier81@gmail.com) 06 11 32 36 07  
PARIS-IDF Yannick Caroff, [yannickcaroff@solidariteetprogres.org](mailto:yannickcaroff@solidariteetprogres.org) 06 29 50 18 14  
PAYS DE LOIRE Marc Villain, [marc.villain2@gmail.com](mailto:marc.villain2@gmail.com) 06 51 55 32 08  
POITOU-CHARENTES Samuel D'Houtaud, [samuel.dhoutaud@gmail.com](mailto:samuel.dhoutaud@gmail.com) 06 37 01 30 62  
REGION SUD Pierre Bonnefoy, [pierrebonnefoy@solidariteetprogres.org](mailto:pierrebonnefoy@solidariteetprogres.org) 06 10 37 14 14  
RHÔNE-ALPES Pierre Bonnefoy, [pierrebonnefoy@solidariteetprogres.org](mailto:pierrebonnefoy@solidariteetprogres.org) 06 10 37 14 14  
BELGIQUE Agora ERASMUS [erasmus.politicus@gmail.com](mailto:erasmus.politicus@gmail.com)  
CANADA Tél. : 514 461 1557/7209 - Skype : cdi.crc - [www.comiterepubliqucanada.ca](http://www.comiterepubliqucanada.ca)

## SOUTENEZ LA PRESSE LIBRE !

### ABONNEZ-VOUS

Choisissez votre formule ci-contre

- Pour un abonnement forfaitaire, libellez votre chèque à l'ordre de : AFISEP accompagné de vos coordonnées et adresse sur papier libre.
- Envoyez le tout à : SOLIDARITE & PROGRES BP 27 92114 Clichy cedex
- Pour un abonnement mensualisé ou un paiement par carte en ligne, rendez-vous sur : [ns.abonnements@solidariteetprogres.fr](mailto:ns.abonnements@solidariteetprogres.fr) ou appelez le 01 76 69 14 50.

### Tout le journal



48€/an  
25€ pour 6 mois

Je reçois chaque mois *Nouvelle Solidarité* : 8 pages avec un éditorial de Jacques Cheminade et les propositions de Solidarité & Progrès face aux défis de notre époque (version papier + numérique + archives)

### Tout le site web en accès libre



90€/an  
ou 8€ par mois

Accès à la chronique de Solidarité & Progrès « *Le monde en devenir* » + accès illimité à la base documentaire de 13 000 articles (dossiers, analyses, brèves, documents de fond...)

### Tout le site web en accès libre + Tout le journal



112€/an  
ou 10€ par mois